

*L'inflation*

de «suivre». Au moment où le ministre de l'Agriculture a annoncé cette subvention, le député de Compton applaudissait et ne comprenait pas. Ce soir, on propose la même chose relativement à toute la production alimentaire faite au Canada, et le même député qui trouvait cela bien beau quand cela venait des libéraux, trouve cela ridicule quand cela vient des créditistes.

Madame le président, les gens de cette circonscription y ont perdu. Les libéraux ont donné une subvention à la consommation de 109 millions de dollars. Cela a bien paru; on a dit que le gouvernement était généreux. Ne nous inquiétons pas, madame le président, ce gouvernement est brillant et intelligent. Il est allé chercher l'argent, cela n'a pas été long. Le 24 février 1975, par un dépôt de documents, référons-nous à la question inscrite au *Feuilleton* n° 519, toujours posée par mon collègue de Bellechasse (M. Lambert), on apprend que 24,949,700 livres de beurre ont été importées de divers pays. Ces livres de beurre se vendent, le gouvernement les achète d'autres pays à un prix moyen de 54c. la livre. Or, la même livre de beurre que le gouvernement canadien importe se revend sur le marché au consommateur 95c. la livre.

Madame le président, le gouvernement lui-même agit de la même façon que la *Dominion Stores Ltd.*, la Steinberg, la Argus ou la Power Corporation. Il importe des livres de beurre de pays étrangers, l'amène sur le marché canadien, triche, comme l'a dit le député de Témiscamingue (M. Caouette), avec l'étiquetage, «lance» cela sur le marché, l'achète à un prix, soit 54c., et le revend 95c., et c'est encore le consommateur qui paie la subvention sur l'escompte du prix qu'il a obtenu.

L'Orateur suppléant (Mme Morin): A l'ordre. Je regrette d'interrompre l'honorable député, mais son temps de parole est maintenant écoulé.

**Des voix:** Continuez!

L'Orateur suppléant (Mme Morin): Est-ce qu'il y a accord pour que l'honorable député continue son discours?

**Des voix:** D'accord.

M. Fortin: Je remercie mes collègues, madame le président.

Notons que cette subvention relative au prix du lait, subvention à la consommation, a été donnée lorsque le gouvernement était minoritaire. On a alors eu beaucoup plus relativement au problème de la consommation canadienne que maintenant. Nous avons maintenant un gouvernement solide, et les agriculteurs chez moi qui demandent aujourd'hui \$11.60 les 100 livres, madame le président, sont victimes de la situation parce qu'ils n'arrivent pas à boucler leur budget. Le gouvernement leur fait des promesses, ne les consulte pas, et voilà que tantôt on fera un petit peu de politique avec cela pour dire: Nous, nous l'avons fait.

Madame le président, est-ce que les Canadiens sont véritablement partenaires avec le gouvernement en ce qui a trait à l'économie du pays, ou bien va-t-on toujours les considérer comme les enfants pauvres de notre économie, comme des marginaux? Voilà la question qu'il faut se poser.

Le président du Conseil privé disait aussi cet après-midi que d'aider financièrement le consommateur créerait l'inflation. Si on aidait financièrement le consommateur, le petit ouvrier, le journalier, selon le président du Conseil privé, dans sa grande sagesse, cela créerait l'inflation. Le même président du Conseil privé, dans le même gouverne-

ment, lance à gauche et à droite des programmes pour créer de l'emploi, pour augmenter la production. D'une part, on dit que c'est un manque de production et, d'autre part, on dit: Contrôlez-vous, vous avez trop de revenus.

Madame le président, il y a quelque chose qui ne tourne pas rond au Parlement. Est-ce que les députés vont dans leur circonscription? Est-ce qu'ils écoutent l'opinion des gens pour savoir dans quelle situation ils vivent? Lorsqu'un chômeur vient dans nos bureaux et attend depuis deux mois le premier chèque de prestations d'assurance-chômage, lui qui a trois enfants à nourrir, madame le président, ce Canadien mérite notre attention. Il mérite qu'on l'écoute, qu'on le reçoive et qu'on l'aide. Il s'en retourne chez lui pour regarder le soir la télévision, alors que le président du Conseil privé ou le ministre des Finances dit: «Mon vieux, si tu veux, serre-toi la ceinture.» Il change de poste et entend le ministre de l'Énergie, des Mines et des Ressources (M. Macdonald) dire: «Si vous voulez conserver l'énergie, serrez-vous la ceinture, éteignez vos lumières qui ne servent pas.» Le ministère emploie parfois M<sup>me</sup> Lise Payette pour faire cette publicité, et je serais curieux de savoir ce qu'elle reçoit.

**Une voix:** Cela doit être «pesant».

M. Fortin: Cela est «pesant» en effet, madame le président.

On demande aux gagne-petit de faire les sacrifices que les plus gros ne peuvent pas faire, et n'acceptent pas de faire.

Madame le président, en terminant je dirai simplement ceci: Le Crédit social, ce n'est pas un parti de socialistes. Nous croyons à l'entreprise privée, et tout le monde le sait. Nous croyons que la production a pour seule fin d'atteindre la consommation, sinon produire pour produire n'a aucun sens, et faire un tracteur pour le plaisir d'en faire un, ou faire un habit pour le plaisir d'en faire un, n'a aucun sens. Si on fait un habit, c'est pour répondre à un besoin. Or, madame le président, l'argent dans un pays c'est strictement, et pas plus, un moyen d'échange pour faire en sorte que la production atteigne les besoins, soit la consommation. Or, les gouvernements, au cours des années, ont donné aux banques à charte le contrôle de l'émission de notre monnaie et de notre crédit. Ils ont donné le contrôle de faire des prêts basés sur absolument rien. Comment peut-on rembourser \$150, alors qu'on ne prête que \$100?

Les députés d'en face ne peuvent peut-être pas résoudre ce problème mathématique, mais on ne peut pas remettre \$150 lorsqu'on n'a reçu que \$100. Même si l'on travaille à cause de la dépréciation de l'argent et du déséquilibre entre le revenu total au Canada et la production totale, il est mathématiquement impossible d'acheter cette production.

Madame le président, voilà le drame. L'argent, qui est déjà insuffisant, subit une dépréciation de presque 50 p. 100. On niera probablement encore que l'argent n'a pas été déprécié.

**Une voix:** Avec le Crédit social, cela ne peut pas dévaluer!

M. Fortin: Madame le président, avec le Crédit social cela ne peut pas dévaluer, puisqu'on base l'argent sur la production. Je vois l'honorable député de Saint-Boniface (M. Guay) qui trouve cela drôle. Madame le président, j'aimerais voir l'honorable député de Saint-Boniface expli-